

NOTE SUR LA SITUATION LOCALE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La mission d'observation de la Maison de l'Emploi de Marseille, véritable outil d'aide à la décision, fournit au cours de ses interventions de l'information à destination des acteurs des mondes économique, associatif, institutionnel et politique. En interne, elle permet d'orienter le plan d'action de la MDE. Cette note est la synthèse d'une rencontre mensuelle entre les membres de la gouvernance de la Maison de l'Emploi : outre le partage de données, cette rencontre permet aux différents acteurs de diffuser un discours commun sur la situation locale du marché du travail.

1. Marseille : une augmentation de 6 253 demandeurs d'emploi (cat A+B+C) en un an (source : AGAM, DIRECCTE)

A Marseille, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de + 9,8 % entre mai 2009 et mai 2010 (+ 6 253 personnes). La ville compte aujourd'hui 70 204 demandeurs d'emploi cat. A+B+C. Cette croissance est inférieure à celle enregistrée dans les Bouches-du-Rhône (+ 10,3 %), mais supérieure à celles comptabilisées en PACA (+ 9,5 %) et en France (+ 9,6 %).

Dans le Centre Ville (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} arrondissement), on compte 1 283 demandeurs d'emploi supplémentaires ; 2 351 dans Marseille Nord (13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème}, et 16^{ème} arrondissement) et 693 dans la Vallée de l'Huveaune (10^{ème} et 11^{ème} arrondissement). Les arrondissements marseillais qui enregistrent la plus forte augmentation en valeur absolue sont le 13^{ème}, le 14^{ème}, et le 3^{ème} arrondissement. L'évolution la plus forte en pourcentage se constate dans le 14^{ème}, le 10^{ème} et le 3^{ème} arrondissement avec respectivement +14,4 %, +13,3 %, et + 13,1 % entre mai 2009 et mai 2010.

Les précisions concernant la typologie des publics demandeurs d'emploi ne peuvent pas être fournies ce mois.

2. Bouches-du-Rhône : situation départementale du marché du travail (source : DIRECCTE)

Au quatrième trimestre 2009, l'emploi salarié privé dans le département des Bouches-du-Rhône perd 5 723 emplois par rapport au quatrième trimestre 2008. En évolution trimestrielle, l'emploi salarié a augmenté de + 1068 emplois depuis le troisième trimestre 2009. L'effectif départemental en décembre 2009 est donc de 525 915 salariés.

Les secteurs de la construction, de l'industrie et du tertiaire voient leur nombre de salariés diminuer sur une année (respectivement - 3,8 %, - 3,3 % et - 0,4 %).

Par rapport au trimestre précédent (troisième trimestre 2009), seul le secteur du tertiaire gagne des emplois : création de 4 351 postes supplémentaires.

Au premier trimestre 2010, le taux de chômage de la zone Marseille-Aubagne s'établirait à 13,5 % (données provisoires) comme dans la zone d'emploi d'Arles. Le taux de chômage est passé de 12,8 % au 3^{ème} trimestre 2009 à 13,5 % au premier trimestre 2010 soit + 0,8 point. Depuis le début de la crise, le taux de chômage a augmenté de + 2,4 point. La dégradation est donc de même niveau que celle constatée au niveau national bien que la zone de Marseille Aubagne ait bénéficié d'un effet retard.

En mai 2010, on constate une augmentation de 13 564 demandeurs d'emploi cat. A+B+C (données brutes) par rapport à mai 2009. L'augmentation (+ 10,3 %) est supérieure à celle enregistrée en région PACA et en France (+ 9,4 %).

En ce qui concerne les publics touchés, entre mai 2009 et mai 2010, on constate toujours une augmentation des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (+ 7,2 % soit + 1 406 DE). Cette augmentation, bien que moins nette que celle notée les mois précédents, est supérieure à celle enregistrée en PACA (+ 5,3 %) et en France (+ 2,4 %). L'évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans montre que la situation se stabilise : la demande d'emploi augmente de + 0,8 % dans le département entre avril 2010 et mai 2010.

On note aussi une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi femmes (+ 8,8 % soit + 5 746 DE). La demande d'emploi des hommes augmente plus significativement : + 11,7 % soit 7 818 DE hommes de plus. Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomène :

- Les secteurs d'activités impactés (BTP, industrie) ont plutôt une main d'œuvre masculine.
- Les femmes ont augmenté leurs niveaux de qualification.

La DIRECCTE constate aussi une progression pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (+ 16,3 % soit + 3 367 DE).

Un tiers des demandeurs d'emploi (36 %) est un demandeur d'emploi de longue durée (inscrit à Pôle Emploi depuis un an minimum). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi dans le département depuis plus d'un an augmente de 24,3 % entre mai 2009 et mai 2010 (+ 26,9 % pour PACA et + 30,4 % pour la France).

De mai 2009 à mai 2010, le nombre d'heures de chômage partiel autorisées dans le département des Bouches-du-Rhône a diminué de - 72,2 % pour atteindre environ 543 925 heures. Cependant, la crise ayant débuté en juillet 2008, cette diminution n'est pas significative. Une hypothèse d'explication réside dans le fait que les entreprises seraient arrivées à terme de l'utilisation du dispositif.

Entre mai 2009 et mai 2010, le nombre d'entrées à Pôle Emploi pour cause de licenciements économiques est en baisse de - 24,2 %, alors que la Région PACA et la France métropolitaine enregistrent respectivement une diminution de - 25,7 % et - 24,5 %.

Entre mai 2009 et mai 2010, la DIRECCTE a comptabilisé une diminution de - 60 % des plans de sauvegarde de l'emploi suivis dans les Bouches-du-Rhône soit l'équivalent de 7 plans en moins.

3. Les offres d'emploi enregistrées dans les Bouches-du-Rhône et sur Marseille (DIRECCTE- Pôle Emploi, données départementales)

Selon la DIRECTE, les offres d'emploi recueillies par Pôle Emploi en mai 2010 ont augmenté de + 8,2 % par rapport à mai 2009 dans les Bouches-du-Rhône, alors que la Région PACA et que la France métropolitaine constatent une augmentation plus importante (respectivement + 17,3 % et + 18 %).

Selon Pôle Emploi, le nombre d'offres d'emploi enregistrées en mai 2010 dans le département des Bouches-du-Rhône a diminué de - 10 % par rapport à avril 2010.

En évolution annuelle et par secteur d'activité, on constate une augmentation de + 4,5 % des offres d'emploi enregistrées dans le tertiaire, + 28 % des offres enregistrées dans le BTP, + 18 % dans le commerce, la vente, la grande distribution et + 16% dans les services à la personne.

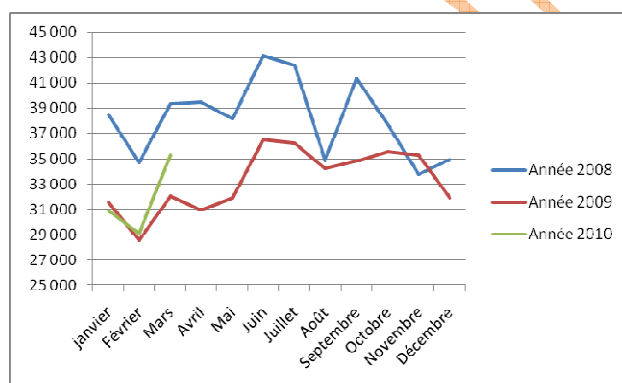
4. Point sur l'emploi intérimaire (source : URSSAF, POLE EMPLOI, PRISME PACA)

En avril 2010, l'URSSAF comptabilise 13 766 DUE dans l'intérim. Entre avril 2009 et avril 2010, le nombre de DUE dans l'intérim a augmenté de + 15 %.

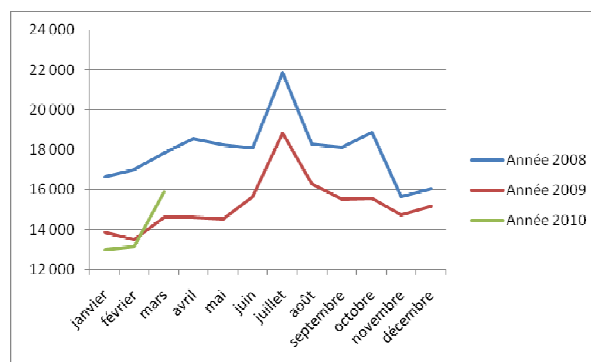
Le département des Bouches-du-Rhône enregistre quant à lui une augmentation annuelle de + 14 % de DUE dans l'intérim.

En mars 2010, le PRISME PACA comptabilise, grâce à son enquête, 35 276 missions d'intérim dans les Bouches-du-Rhône représentant 15 891 équivalents temps plein. Entre mars 2009 et mars 2010, le nombre de missions et le nombre d'équivalents temps plein ont continué de diminuer (respectivement - % et - %).

Evolution du nombre de missions conclues



Evolution du nombre d'ETP



L'analyse par secteur d'activité montre une augmentation mensuelle du nombre d'équivalents temps plein pour la majorité des secteurs entre février et mars 2010. Depuis janvier 2010 :

- La construction voit son nombre d'ETP augmenter de + 28,1 % (soit + 938 ETP)
- Le commerce voit son nombre d'ETP augmenter de + 5,9 % (soit + 75 ETP)
- Le secteur des transports et entreposages voit son nombre d'ETP diminuer de - 22,4 % (soit - 431 ETP)
- Le secteur de l'hébergement et restauration voit son nombre d'ETP augmenter de + 38,4 % (soit + 63 ETP).

Ces augmentations montrent un léger frémissement dans l'intérim. Le suivi de l'évolution du nombre de missions et d'équivalents temps plein dans l'intérim est un bon indicateur de la santé économique d'un secteur d'activité. Il conviendra donc à la Maison de l'Emploi de suivre de près cette donnée.

5. Quelques informations sur les Déclarations Uniques d'Embauche (DUE) recueillies auprès de l'URSSAF des Bouches-du-Rhône (source : URSSAF)

En avril 2010, l'URSSAF compte 24 045 DUE hors intérim sur le territoire de la Maison de l'Emploi de Marseille¹ (soit + 18 % par rapport au nombre d'embauches en avril 2009). 85 % sont des CDD et 15 % sont des CDI. Le nombre de CDI a augmenté de + 13 % d'avril 2009 à avril 2010, le nombre de CDD a augmenté de + 18 %. Lorsque l'on regarde de plus près les embauches par secteur d'activité, l'URSSAF annonce une diminution de - 14 % du nombre de déclarations d'embauche dans la construction (que ce soit en CDI ou en CDD avec respectivement - 15 % et - 13 %). Dans l'hôtellerie-restauration et l'industrie, si le nombre de déclarations d'embauche diminue en CDI de - 1%, le nombre d'embauche en CDD augmente (+ 2 % de CDD dans l'industrie et + 28 % de CDD dans l'hôtellerie).

Entre avril 2009 et avril 2010, l'URSSAF constate les plus fortes augmentations du nombre de DUE dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (+ 22 %) et des services (+ 20 %)

57 % des DUE hors intérim ont été enregistrées dans les entreprises de plus de 20 salariés en avril 2010. Le nombre de DUE comptabilisées dans les entreprises de moins de 20 salariés augmente de + 27 % entre avril 2009 et avril 2010.

Tous les publics profitent de l'augmentation annuelle des DUE hors intérim.

La majorité de ces embauches restent des CDD et nous ne connaissons pas la durée des contrats.

6. Quelques informations concernant la santé des entreprises (sources : Banque de France, Vue d'ensemble de l'activité économique, PACA - tendances régionales - Mai 2010 / URSSAF des Bouches-du-Rhône, La note conjoncture, mai 2010 / AGAM : exploitation de la base de données ALTARES de solvabilité des entreprises)

Chaque mois, la Banque de France publie des informations sur l'activité économique des entreprises de la région PACA. Ainsi, d'après les résultats d'une enquête envoyée aux entreprises locales, il est possible d'avoir une vision qualitative de la santé des entreprises par grands domaines d'activités : industrie, BTP, commerce et services marchands.

Au mois de juin 2010, l'activité industrielle a continué de progresser. Si la production s'est accrue dans les différents secteurs d'activité de l'industrie (agroalimentaire, équipements électriques et électroniques, fabrication de matériel de transport), la demande aux entreprises a évolué de manière contrastée selon les branches. Celle-ci s'est tassée dans l'agro-alimentaire et la fabrication de matériel de transport. Les entreprises semblent avoir

¹ Le territoire de la Maison de l'Emploi de Marseille est composé des communes de Marseille, Allauch, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons.

une opinion positive de l'état de leurs carnets de commande mais le niveau des stocks paraît faible pour la période. Les effectifs (intérimaires inclus) apparaissent plutôt stables sur le mois.

En juin 2010, dans le secteur des transports – hébergement - restauration, l'activité affiche une croissance. La situation de l'emploi a évolué de manière contrastée et au global sur ces trois activités, les effectifs ont plutôt eu tendance à s'éroder.

Les volumes d'affaire dans le secteur de la construction se sont accrus au second trimestre 2010. L'activité a progressé dans le bâtiment et la poursuite d'une orientation favorable est escomptée pour les prochains mois. Le décalage de certains chantiers et le maintien des commandes ont alimenté l'outil de production. Dans les travaux publics, les commandes privées se développent. Concernant l'emploi, quelques embauches sont prévues en intérim durant l'été dans le bâtiment. Dans les travaux publics, aucun changement n'est prévu à court terme.

L'URSSAF des Bouches-du-Rhône, dans « La note conjoncture » de mai 2010, diffuse des informations sur l'état des recouvrements des cotisations. Cet indicateur est révélateur de la santé des entreprises puisqu'il montre l'activité et les difficultés de paiement de ces dernières. L'URSSAF indique que le démarrage annoncé du recouvrement se confirme en mai 2010 avec + 0,8 point d'encaissements supplémentaires dans les entreprises de moins de 10 salariés. Cette croissance demeure toutefois faible, et le montant des encaissements reste inférieur à celui de 2008. Parallèlement à cela, les demandes de délais de paiement des entreprises du secteur privé sont toujours en progression : + 8 % d'augmentation annuelle. « Pour l'année 2010, 4 641 établissements ont sollicité l'URSSAF pour l'obtention d'un délai de paiement. » Ce sont surtout les petites structures qui sont demandeuses (84 % des demandes émergent des entreprises de moins de 10 salariés).

L'AGAM présente quelques données issues de la base de données « solvabilité des entreprises et sauvegarde de l'emploi – ALTARES ». Cet outil permet l'accès à diverses informations concernant :

- Les entreprises (définition de l'entreprise, éléments de bilans de l'entreprise, notation et avis émis par les sociétés ALTARES issus des éléments de bilans, des éléments de trésorerie et d'éléments qualitatifs concernant le secteur d'activité, la conjoncture, etc.
- Les secteurs d'activité
- Les territoires
- Le suivi mensuel des jours de retards de paiement des fournisseurs.

La base de données compte 1 655 établissements (de plus de 10 salariés) dont le siège est situé à Marseille soit environ 68 % du total des établissements marseillais.

Une première exploitation par l'AGAM des notes attribuées aux entreprises a été réalisée. Les notes ont été classées de la manière suivante :

- de 16 à 18/20 : aucun risque de défaillance. 1 % des établissements marseillais inscrits dans la base de données sont concernés.
- de 11 à 15/20 : risque faible. 42 % des entreprises marseillaises sont concernées
- de 9 à 11/20 : risque moyen. 40 % des établissements marseillais sont concernés.
- de 3 à 8 : risque élevé. 16 % des établissements marseillais sont concernés.

7. Les bénéficiaires du RSA (source : CAF 13/DRED/Ded, juillet 2010)

En mai 2010, la CAF des Bouches-du-Rhône a recensé 86 706 bénéficiaires du RSA sur le département dont 60 579 au titre du RSA socle et 17 582 au titre du RSA activité. Depuis juin 2009, le nombre de bénéficiaires a augmenté de + 16,8 %. Le nombre de bénéficiaires du RSA activité n'a pas atteint les prévisions escomptées par la CAF : les publics n'en font pas la demande.

DOCUMENT DE TRAVAIL